



**MUNICIPALITÉ  
SAINT-PAUL-DE-MONTMINY**

**“BÂTIR ENSEMBLE”**

**2024-11**

**DIRECTIVE RELATIVE À L'UTILISATION  
D'UNE AUTRE LANGUE QUE LA LANGUE OFFICIELLE  
PAR LA MUNICIPALITÉ DE SAINT-PAUL-DE-MONTMINY**

**ADOPTÉE LE 3 DÉCEMBRE 2024**

## **1. CONTEXTE**

Le 1<sup>er</sup> juin 2022, la Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (Loi 14) a été sanctionnée et a ainsi modifié la Chartre de la langue française (ci-après désignée la *Chartre*). La Politique linguistique de l'État, qui donne les grandes orientations en matière d'exemplarité, a été approuvée par le gouvernement le 22 février 2023. Depuis le 1<sup>er</sup> juin 2023, celle-ci s'applique aux organismes municipaux selon l'annexe I de la Chartre, et encadre notamment les diverses situations où une autre langue que le français peut être utilisée.

La Municipalité de Saint-Paul-de-Montminy, ci-après désignée *Municipalité* à titre d'organisme municipal, doit, conformément aux dispositions de l'article 29.11 de la Chartre, adopter une directive dictant les règles de conduite applicables en matière linguistique au sein de son organisation et les exceptions admissibles.

La présente directive s'appuie sur le cadre juridique établi par la Chartre et décrit les situations où une autre langue que le français peut être utilisé par la Municipalité.

## **2. CHAMP D'APPLICATION**

La présente directive s'applique à toutes les équipes des services municipaux de la Municipalité qui, entendent utiliser une autre langue que le français dans les situations exceptionnelles prévues par la Chartre et ses règlements.

## **3 CADRE DE RÉFÉRENCE**

Les règles suivantes encadrent l'application de la présente directive :

- La Chartre de la langue française (chapitre C-11);
- Les règlements pris en vertu de la Chartre de la langue française;
- La Loi sur la langue officielle et commune du Québec, le français (2022, c.14);
- La Politique linguistique de l'État;
- La Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1).

## **4 PRINCIPES GÉNÉRAUX**

Pour être exemplaire, la Municipalité utilise exclusivement le français dans ses communications écrites et orales. Toutefois, la Chartre et ses règlements prévoient des situations exceptionnelles où la Municipalité a la faculté d'utiliser une autre langue. Ainsi l'un de ses services municipaux peut, dans ces situations et à certaines conditions, utiliser une autre langue que le français.

Le recours à une autre langue ne doit jamais être systématique. Même lorsque la Municipalité dispose de la faculté d'employer une autre langue, elle doit toujours utiliser le français dès qu'elle l'estime possible.

Les situations dans lesquelles une autre langue que le français peut être utilisée sont prévues dans la Charte.

## **5 MODALITÉS DE FONCTIONNEMENT**

### **5.1 FACULTÉS D'UTILISER UNE AUTRE LANGUE QUE LE FRANÇAIS**

La Municipalité peut utiliser une autre langue que le français uniquement dans les cas exceptionnels prévus par la Charte ou par son cadre réglementaire. Avant d'employer une autre langue que le français, tout employé municipal s'assure, en le vérifiant au cas par cas, qu'il est dans une situation exceptionnelle prévue par la Charte ou par son cadre réglementaire. Il peut en tout temps se référer à L'Émissaire de la langue française désigné par le conseil municipal dans l'organisation.

Conformément au paragraphe 2 de l'article 13.2 de la Charte, une exception permettant à la Municipalité de recourir à une autre langue que le français à l'écrit dans une situation lui confère aussi la faculté d'utiliser cette autre langue à l'oral dans la même situation.

Cependant avant d'utiliser une autre langue que le français, la Municipalité doit s'assurer que :

Tous les moyens raisonnables ont été pris pour utiliser exclusivement le français;

L'utilisation exclusive du français aurait pour conséquence de compromettre sa mission ou le service au citoyen.

Des exceptions sont prévues aux articles 22 et suivants de la Charte. L'article 22.3 énumère quelques exceptions dont, entre autres, les services touristiques ou lorsque la santé, la sécurité publique ou les principes de justice naturelle l'exigent.

### **5.2 IMPOSSIBILITÉ D'UTILISER UNE AUTRE LANGUE QUE LE FRANÇAIS**

Lorsqu'un employé municipal constate, après vérification, qu'il n'est pas dans une situation d'employer une autre langue, il utilise exclusivement le français.

## **6. RESPONSABLE DE L'APPLICATION**

La direction générale est responsable de l'application et du respect de cette directive.

## **7. MISE À JOUR DE LA DIRECTIVE**

La présente directive est mise à jour à tous les cinq (5) ans. Elle peut être révisée avant cette échéance notamment lorsque des changements apportés à la Chartre ou à ses règlements doivent être pris en compte ou que des exigences supplémentaires sont jugées nécessaires.

## **8. APPROBATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR**

La présente directive entre en vigueur à la date de son adoption par le conseil municipal de la Municipalité de Saint-Paul-de-Montminy. Toute modification à son contenu doit également recevoir les approbations nécessaires.

**Adoptée ce 3 décembre 2024**



**Alain Talbot, maire**



**Claudette Aubé, dir. gén. adj  
et greffière-trésorière adjointe**